Le 1er vice-président du Burundi en rupture de banc avec son parti d'origine

PANA, 07 octobre 2013 Bujumbura, Burundi - Les divisions internes à l'Unité pour le progrès national (UPRONA) ont franchi, ces dernières 48 heures, un pas décisif et incertain fait de fortes pressions internes visant à pousser à la démission de son poste, l'actuel premier-vice président de la République, en charge des questions politiques, juridiques, sécuritaires et administratives, Thérence Sinunguruza, sous le chef d'accusation de n'être plus un "interlocuteur valable" pour défendre les intérêts de l'ancien parti unique aujourd'hui encore au cœur du pouvoir. Pour le moment, les chiffres du bras de fer se font par voie de presse et un communiqué de la direction de l'UPRONA est venu demander, samedi, au président de la République, Pierre Nkurunziza, de procéder au remplacement de son collaborateur direct qui est encore accusé d'alimenter des divisions internes au parti d'origine au cours des ces trois dernières années de sa prise de pouvoir aux hautes sphères de l'Etat.

Le cabinet du premier vice-président de la République a sorti, à son tour, un communiqué de presse, tard dans la soirée de dimanche, pour signifier aux acteurs que M. Sinunguruza ne peut pas démissionner pour plaire à un groupuscule de "seulement trois individus dont les visées seront bientôt portées à la connaissance de l'opinion". L'UPRONA est le parti au pouvoir aux affaires de 1962 à 1993, date de l'avènement du multipartisme et de son éviction de la direction du pays par le front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) par la voie des urnes. Le parti est revenu en force aux affaires à la faveur des accords de paix de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale, au bout de plus d'une décennie de guerre civile consécutive à l'assassinat, dans un coup d'Etat militaire manqué de 1993, contre Melchior Ndadaye, l'ex-président démocratiquement élu de l'ère pluraliste au Burundi. Le premier-vice président aujourd'hui co-président n'a jamais été loin du pouvoir, d'abord en sa qualité de président de la commission électorale nationale indépendante (CENI) de 1992 à 1993, ensuite comme ministre des Affaires étrangères, puis de la Justice et Garde des sceaux. Une éventuelle démission de cet important maillon du pouvoir actuel au Burundi ne manquera pas de bouleverser la donne politique nationale par un remaniement ministériel, de l'avis général dans les milieux politiques à Bujumbura.